

Budget de l'enseignement supérieur : après les mensonges, la gueule de bois

A l'heure où le Sénat et l'Assemblée nationale examinent le projet de loi de finances 2012, l'UNEF publie son dossier d'analyse quant à la réalité du financement de l'enseignement supérieur et la recherche. Malgré les déclarations de Laurent Wauquiez, **le budget de l'enseignement supérieur et de la recherche est touché par la rigueur à laquelle s'ajoute le résultat de 5 années de désengagement de l'État.**

Une situation de crise dans l'enseignement supérieur

Le vote du projet de loi de finances s'inscrit dans un contexte explosif dans les universités et dans les CROUS. Le nombre de présidents d'universités qui tirent la sonnette d'alarme ne cesse d'augmenter (Pau, Nantes, Lorient-Vannes, Bordeaux 3, Limoges...). Plus de la moitié des universités sont dans l'incapacité de voter un budget en équilibre. Pour ce faire, elles vont devoir mettre en place la rigueur en **gelant des postes ou en supprimant des filières à faibles effectifs. 8 d'entre elles sont dorénavant et déjà sous la tutelle des rectorats et se verront imposer des coupes budgétaires par l'État.**

La situation de crise se retrouve également au sein des CROUS qui subissent la pénurie budgétaire et ne sont même plus en capacité d'attribuer les bourses en temps et en heure aux étudiants.

Derrière les annonces du gouvernement, des budgets en baisse partout

Cette situation de crise est la conséquence directe du désengagement de l'État et d'un budget de rigueur pour l'enseignement supérieur. Dans les universités, les milliards annoncés par le gouvernement n'apparaissent nulle part. Dans son dossier d'analyse, l'UNEF révèle le décalage entre les 4,1 milliards d'augmentation budgétaire annoncée entre 2007 et 2012 et la réalité des financements. **Malgré les effets d'annonce, le budget pour l'enseignement supérieur a bel et bien baissé entre 2007 et aujourd'hui. L'UNEF dénonce une supercherie sur les chiffres annoncés qui masque un désengagement progressif de l'État.**

La situation est similaire pour le budget vie étudiante. Le CNOUS subit une coupe budgétaire de 5,8 millions d'euros et l'État se désengage dans 21 CROUS sur 28 en baissant leur dotation de fonctionnement.

Les étudiants en première ligne

Les étudiants vont être les premiers à payer ce budget de rigueur et le désengagement de l'État. **La baisse des moyens donnés aux CROUS va inévitablement entraîner une augmentation des loyers en cité U et des tarifs de restauration.** Face à une baisse renouvelée du FNAU (-9,5 million d'euros par rapport à 2010) les étudiants les plus démunis n'auront plus la possibilité de se faire aider. La baisse des moyens pour les universités rend toute ambition pour la réussite des étudiants en licence impossible. En pleine période de crise, le gouvernement demande aux étudiants de se serrer la ceinture et de payer son désengagement.

L'UNEF dénonce un budget contre les étudiants

L'UNEF s'inquiète pour la pérennité du service public d'enseignement supérieur. En affichant des milliards pour les universités sans assurer les moyens nécessaires à leur fonctionnement, le gouvernement se dédouane de la responsabilité de la pénurie, et **pousse les universités et les CROUS à aller chercher dans la poche des étudiants les moyens qui leur manquent (augmentations des frais d'inscriptions, frais d'inscriptions illégaux, tarifs des CROUS...)**

L'UNEF dénonce les orientations du budget 2012 et les conséquences qu'il aura sur les étudiants. L'UNEF rend publique son analyse budgétaire et propose 7 amendements dans le cadre de l'examen du budget de l'enseignement supérieur.

En parallèle, **l'UNEF appelle les étudiants à des rassemblements dans leurs universités et dans leurs Crous pour que les budgets ne baissent pas et que des rallonges budgétaires soient allouées.**